

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Grosse-responsabilite-des-multinationales-petrolieres-pour-la-situation-politique-en-Bolivie-ou-militarisent-la-ville-de-Sucre>

Grosse responsabilité des multinationales pétrolières pour la situation politique en Bolivie où militarisent la ville de Sucre.

Date de mise en ligne : jeudi 9 juin 2005

- Les Cousins - Bolivie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

El Correo, 9 juin 2005

[Leer en español](#)

Alors que le Congrès bolivien, formé de 157 députés et sénateurs, se réunit jeudi dans la ville de Sucre (sud-est du pays) pour décider de la suite des événements à la suite de la démission du président Carlos Mesa, la ville est placée en état de siège.

Le commandant en chef des Forces armées boliviennes, l'amiral Luis Aranda, a lancé un appel au calme jeudi à tous les acteurs de la crise pour éviter le "suicide" de la Bolivie, affirmant que les militaires agiront "si nécessaire" dans le cadre institutionnel.

"Notre appel est à la sérénité (...) de la part de tous les acteurs, au respect de la Constitution", a-t-il dit, quelques heures avant la session du Congrès dans la ville de Sucre (sud-est) pour décider de la suite des événements après la démission du président Carlos Mesa.

"Les forces armées suivent avec attention le développement des événements et dans le cadre de leurs attributions agiront si nécessaire pour préserver la stabilité et la souveraineté nationale, le règne de la loi et la défense de la démocratie", a-t-il poursuivi.

"Il doit être résolu politiquement et socialement. En tant que forces armées, dans le cadre de la Constitution et des lois, nous ne pouvons pas débattre, nous ne pouvons pas intervenir, nous ne pouvons pas nous ingérer", dit-il.

L'oligarchie et les forces néolibérales veulent porter le président du Congrès Vaca Díez au Palais pour qu'il écrase la révolte sociale par la voie militaire.

Les plus modérés et réformistes, avec l'appui de l'Église, parient sur le président de la Cour Suprême de Justice, Eduardo Rodríguez pour qu'il convoque à des élections.

L'Ambassade des États-Unis, les multinationales pétrolières comme Repsol, British Petroleum, Total, Enron, Shell, Petrobras et d'autres avec l'Armée donnent la priorité à la première alternative, mais n'écartent pas la deuxième.

La troisième force est des secteurs les plus radicalisés et combattifs de la COB qui combattent par la nationalisation et une gouvernance des travailleurs et des paysans.